

MARCHES PUBLICS DE SERVICES ET ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE MONO-ATTRIBUTAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

CCAP commun aux lots

Le Pouvoir Adjudicateur : I.N.S.A.

I.N.S.A.
Pôle Marchés
135 Avenue de Ranguel
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Appel d'offres ouvert
En application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

MARCHE N°2025-024 : MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DU CAMPUS DE L'INSA DE TOULOUSE

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
15 octobre 2025 à 12h00

IMPORTANT : SEULS LES DEPOTS DEMATERIALISES SONT AUTORISES

N.B. : dans les documents constitutifs du marché :

- Toute référence aux normes françaises doit être entendue comme l'acceptation des normes européennes reconnues équivalentes
- Toute citation d'un procédé ou d'un produit particulier doit être comprise comme l'acceptation d'un procédé ou d'un produit reconnu équivalent.













Code NACRES : BE.14 – REPARATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS ELECTRIQUES

Code CPV : 50711000-2 – Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment

Organisme de publicité : PLACE, BOAMP

Service instructeur : Service infrastructures

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché mixte de service avec une part à bons de commande.</p> <p><u>Objet</u> : Maintenance des installations électriques du campus de l'INSA de Toulouse</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>INSA TOULOUSE 135 Avenue de Rangueil 31077 TOULOUSE CEDEX 4</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>INSA TOULOUSE, 135 Avenue de Rangueil, 31077 TOULOUSE CEDEX 4</p>
	<p>Le marché est divisé en 4 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1. PRÉAMBULE	4
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	5
1.1. NOM ET ADRESSE OFFICIELLE DE L'ACHETEUR.....	5
1.2. TYPE D'ACHETEUR PUBLIC	5
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3. DUREE.....	5
ARTICLE 4. FORME DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	7
ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE ET GROUPEMENT D'OPERATEURS	7
7.1. SOUS-TRAITANCE	7
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	7
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	9
ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ.....	9
8.1. FORME DES PRIX	9
8.2. CONTENU DU PRIX	9
8.3. VARIATION DES PRIX.....	9
8.4. CLAUSE DE SAUVEGARDE	10
ARTICLE 9. AVANCE	10
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT	10
11.1. DELAI DE PAIEMENT	10
11.2. FACTURATION	11
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION	13
ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	13
ARTICLE 13. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 14. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....	13
ARTICLE 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE	14
15.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	14
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION ET GARANTIE	15
ARTICLE 16. VERIFICATION ET ADMISSION	15
ARTICLE 17. DELAI DE GARANTIE	15
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES	16
ARTICLE 18. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE.....	16
ARTICLE 19. PRESTATIONS SIMILAIRES	16
PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION	17
ARTICLE 20. PENALITES.....	17
20.1. PENALITES GENERALES	17
20.2. PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	19
ARTICLE 21. MESURES COERCITIVES.....	19
ARTICLE 22. CAS DE RESILIATION	19
ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS	19
PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG	20

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Représentant de l'acheteur

1.1. Nom et adresse officielle de l'acheteur

I.N.S.A. de Toulouse
135 Avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE CEDEX 4
Télécopie : 05 61 55 95 00
Site internet : <http://www.insa-toulouse.fr>

1.2. Type d'acheteur public

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Article 2. Objet et décomposition du marché

2.1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la maintenance des installations électriques du campus de l'INSA de Toulouse.

Lieu de prestation des services :

INSA TOULOUSE, 135 Avenue de Rangueil, 31077 TOULOUSE CEDEX 4.

2.2. Décomposition des lots

Au regard de la diversité des types d'installations électriques du campus, quatre (4) lots séparés ont été définis :

- **LOT N° 1** : Maintenance des installations électriques courants forts (hors éclairage), comprenant notamment la distribution BT (TGBT, coffrets, etc.), les onduleurs et les groupes électrogènes ;
- **LOT N° 2** : Maintenance des installations électriques courants faibles, comprenant notamment le contrôle d'accès des bâtiments (logiciel Synchronic, UTL, lecteur de badges, etc.), les alarmes intrusion (centrale, détecteur IR, etc.) et les Systèmes de Sécurité Incendie (détection, désenfumage, extinction automatique, etc.) ;
- **LOT N° 3** : Maintenance des barrières et portails automatiques ;
- **LOT N° 4** : Maintenance des installations photovoltaïques.

Article 3. Durée

Le marché est conclu pour une durée de 2 ans.

La date de début du marché est prévue le 1^{er} janvier 2026 ou le jour de la notification au(x) titulaire(x) si celle-ci intervient postérieurement au 1^{er} janvier 2026.

Le marché pourra être reconduit une fois pour une durée de deux (2) ans. La durée globale du marché ne pourra donc excéder quatre (4) ans.

La reconduction est tacite, sauf décision expresse du Pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire le marché. Cette décision fera l'objet d'un envoi au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, au plus tard deux (2) mois avant l'expiration du marché.

Le non renouvellement donnera lieu à aucune indemnité. Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG fournitures courantes et services, la durée du marché ne commence pas à sa notification.

Article 4. Forme du marché

Les prestations donnent lieu à **un marché mixte** pour chacun des lots :

- **Un marché de services ordinaire à prix global et forfaitaire sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire (annexe n° 1 à l'Acte d'engagement - DPGF)**, prestations définies dans le CCTP et ses annexes.
- **Un accord-cadre mono-attributaire**, exécuté au fur et mesure de l'émission de bons de commande établis conformément aux dispositions des articles L2125-1 et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique **sur la base du Bordereaux des prix unitaires (annexe n° 2 à l'Acte d'engagement – BPU)**, prestations définies dans le CCTP et ses annexes.

L'accord-cadre pour chacun des lots sera conclu sans montant minimum et avec un montant maximum suivant :

- **LOT N° 1 : Maintenance des installations électriques courants forts (hors éclairage) :**

Le montant maximum de commande du lot pour la durée initiale (2 ans) est limité à 60.000,00 € HT. En cas de reconduction de l'accord-cadre, ce montant maximum de commande est renouvelé. **Ce montant n'est pas un estimatif, il ne représente qu'un maximum à ne pas dépasser.**

- **LOT N° 2 : Maintenance des installations électriques courants faibles :**

Le montant maximum de commande du lot pour la durée initiale (2 ans) est limité à 80.000,00 € HT. En cas de reconduction de l'accord-cadre, ce montant maximum de commande est renouvelé. **Ce montant n'est pas un estimatif, il ne représente qu'un maximum à ne pas dépasser.**

- **LOT N° 3 : Maintenance des barrières et portails automatiques :**

Le montant maximum de commande du lot pour la durée initiale (2 ans) est limité à 30.000,00 € HT. En cas de reconduction de l'accord-cadre, ce montant maximum de commande est renouvelé. **Ce montant n'est pas un estimatif, il ne représente qu'un maximum à ne pas dépasser.**

- **LOT N° 4 : Maintenance des installations photovoltaïques :**

Le montant maximum de commande du lot pour la durée initiale (2 ans) est limité à 20.000,00 € HT. En cas de reconduction de l'accord-cadre, ce montant maximum de commande est renouvelé. **Ce montant n'est pas un estimatif, il ne représente qu'un maximum à ne pas dépasser.**

Article 5. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (annexe 1 : DPGF et annexe 2 : BPU) ;
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes 1, 2 et 3 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG-FCS) (*) ;
- Les bons de commande établis par une personne habilitée de l'INSA de Toulouse dans les conditions de l'article 12 du présent CCAP ;
- L'offre technique du titulaire (le Mémoire technique et le Contenu attendu dans le mémoire technique) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

(*) Ce document est un document général que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'économie et des finances.

Article 6. Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG fournitures courantes et services, le futur titulaire du marché doit justifier avant notification du marché qu'il est titulaire des assurances précitées.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Article 7. Sous-traitance et groupement d'opérateurs

7.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

Article 8. Caractéristiques des prix du marché

8.1. Forme des prix

La présent marché est un marché mixte traité pour partie à prix global et forfaitaire et à prix unitaires.

Pour la partie traitée à prix global et forfaitaire (marché de services ordinaire) :

Les prix des prestations sont indiqués dans l'annexe n°1 à l'Acte d'engagement – Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Pour la partie traitée à prix unitaires (accord-cadre mono-attributaire) :

Les prix des prestations sont indiqués dans l'annexe n° 2 à l'Acte d'engagement – Bordereau des prix unitaires (BPU).

8.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

8.3. Variation des prix

Les prix initiaux (DPGF et BPU) sont réputés établis sur la base des conditions économiques à la date de remise des offres du marché, ce mois est appelé M0 « mois zéro ».

Par application de l'article R2112-13 du Code de la commande publique, les prix (DPGF et BPU) sont fermes la première année, et ils sont révisibles annuellement à la date d'anniversaire du marché (1^{er} janvier de chaque année), par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations :

$$P = P_0 \times [0,15 + (0,85 \times I_m / I_{m0})]$$

Dans laquelle :

P = prix €HT après révision ;

P₀ = prix €HT initial contractualisé dans le marché et correspondant au mois M0 ;

I_m = dernier indice du mois officiellement révisé connu à la date de révision ;

I_{m0} = indice correspondant au mois M0.

Pour la partie traitée à prix global et forfaitaire (DPGF) :

L'indice à prendre en compte pour ces calculs est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 – **Identifiant : 001565183.**

Pour la partie traitée à prix unitaires (BPU) :

L'indice à prendre en compte pour ces calculs est l'indice BT47 : Electricité.

La révision est à l'initiative du titulaire qui doit proposer deux mois avant la fin de la période concernée, les prix révisés.

Détermination des prix de règlement :

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

8.4. Clause de sauvegarde

Lorsque l'application de la formule de révision des prix conduit à augmenter de plus de 5% les prix initiaux du marché, soumis à la révision, l'acheteur se réserve la possibilité de refuser l'application des nouveaux prix et de résilier le marché pour ce motif sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que quatre (4) mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix. Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 5%.

Article 9. Avance

L'option A du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Pour la partie traitée à prix global et forfaitaire (marché de services ordinaire) :

Conformément à l'article L2191-3 du code de la commande publique, une avance forfaitaire peut être versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois à hauteur de 10% du montant forfaitaire du marché, et sous réserve que le titulaire ait constitué **une garantie à première demande (GAPD)** l'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

Pour la partie traitée à prix unitaires (accord-cadre mono-attributaire) :

Conformément à l'article L2191-3 du code de la commande publique, une avance forfaitaire peut être versée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois à hauteur de 10% du montant du bon de commande, sous réserve que le titulaire ait constitué **une garantie à première demande (GAPD)** l'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Article 10. Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

Article 11. Modalités de paiement

11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Stéphanie PAYET
Agent Comptable de l'INSA de Toulouse
INSA TOULOUSE
135 avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE CEDEX 4
Tél. : + 33 5 61 55 93 15

11.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

- **Pour la partie traitée à prix global et forfaitaire (marché de services ordinaire) :** Facturation à minima trimestrielle, pouvant être semestrielle et annuelle suivant le choix du titulaire du lot.
- **Pour la partie traitée à prix unitaires (accord-cadre mono-attributaire) :** A compter du service fait.

Information sur l'Acheteur pour Chorus Pro :

Nom : INSA TOULOUSE.

SIRET : 19310152400018.

Code service : Pas de code service.

Numéro d'engagement : transmis après notification du marché.

Numéro de marché et du lot à indiquer pour le dépôt de la facture.

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande, le numéro du marché et le numéro du lot ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission. **Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation Chorus Pro, elle sera non-traitée par l'INSA.**

En cas d'erreur sur les factures déposées dans Chorus Pro, le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

Article 12. Modalités de communication entre les parties

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

Article 13. Description des prestations du marché

La description des prestations sont décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

Article 14. Prestations supplémentaires et modifications

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Un avenant ou plusieurs avenants seront conclus dans les conditions suivantes :

Lot n° 1, 2 et 4 :

L'INSA de Toulouse est en train de piloter des projets (construction B44-HALLE DE TRANSFERT TECHNOLOGIQUE, nouvelles installations photovoltaïques).

Ces travaux devront dans tous les cas être pris en compte par le Titulaire qui devra prendre en charge les nouvelles installations selon les modalités du CCTP.

La livraison du bâtiment B44-HALLE DE TRANSFERT TECHNOLOGIQUE est prévue au premier semestre 2027.

Lot n° 4 :

Pour ce qui concerne les nouvelles installations photovoltaïques, elles seront mises en place entre le mois d'octobre 2025 et le mois de février 2026 sur les bâtiments suivants : B27, B33, B48 et B50. Les quantités estimatives sont les suivantes :

- B27 :
 - 108 modules - LONGI HI-MO X6 Explorer
 - 1 onduleur 50 kWc - SMA TRIPOWER CORE 1
 - 1 coffret AC
- B33 :
 - 108 modules - LONGI HI-MO X6 Explorer
 - 1 onduleur 50 kWc - SMA TRIPOWER CORE 1
 - 1 coffret AC
- B48 :
 - 90 modules - LONGI HI-MO X6 Explorer
 - 1 onduleur 50 kWc - SMA TRIPOWER CORE 1
 - 1 coffret AC
- B50 :
 - 210 modules - LONGI HI-MO X6 Explorer
 - 1 onduleur 50 kWc - SMA TRIPOWER CORE 1
 - 2 onduleurs 25 kWc – SMA TRIPOWER X
 - 1 coffret AC

Article 15. Propriété intellectuelle

15.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE

Article 16. Vérification et admission

Les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité en lieu et place de la Personne Responsable du Marché de l'INSA de Toulouse.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par l'INSA de Toulouse conformément aux dispositions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG fournitures courantes et services.

Un rapport d'exécution devra impérativement être transmis par le titulaire pour justifier de la réalisation des prestations à bons de commande. Condition pour valider le service fait et la facturation.

Le délai imparti pour l'INSA de Toulouse pour prononcer, ou non, l'admission est celui qui ressort de l'application des dispositions des articles 29 et 30 du CCAG fournitures courantes et services.

Article 17. Délai de garantie

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

Article 18. Confidentialité – Protection des données personnelles – mesures de sécurité

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Zones à régimes restrictif :

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Article 19. Prestations similaires

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

Article 20. Pénalités

20.1. Pénalités générales

Par dérogation à l'article 14 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Obligations de résultats sur la maintenance			
LIBELLÉ	VALEURS	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en € HT
Réactivité	Selon le tableau du CCTP § 4.1.1	A chaque dépassement	100 € HT par heure de retard
Délai de remise en état	Selon le tableau du CCTP § 4.1.1	A chaque dépassement	100 € HT par heure de retard
Tâches planifiées	Retard dans une tâche planifiée	A chaque intervention	50 € HT par semaine de retard
En cours des interventions de maintenance corrective	12%	Mensuel	50 € par point de % supérieur à la valeur demandée
En cours des interventions de maintenance préventive	8%	Mensuel	50 € par point de % supérieur à la valeur demandée

Accès			
LIBELLÉ	VALEURS	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en € HT
Perte de clés ou de badges	x	A chaque perte	3 fois le prix du remplacement des installations
Accès d'un technicien du titulaire ou d'un sous-traitant sans autorisation	CCTP § 5.6 et § 5.7	A chaque intervention	100 € HT
Absence d'un technicien lors de l'intervention d'un sous-traitant ou du bureau de contrôle	x	A chaque intervention	100 € HT
Absence de plan spécifique (permis feu...) lors d'une intervention à risque	x	A chaque intervention	100 € HT
Indisponibilité de tout ou partie du bâtiment (problème de sécurité des biens ou des personnes dû au titulaire)	Au prorata de la surface inaccessible	A chaque heure d'indisponibilité	10 € par m ² et par heure

Rapports			
LIBELLÉ	VALEURS	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en € HT
Remise de la prise en charge	2 mois à compter de la notification	x	200 € HT par jour ouvré de retard
Remise du rapport trimestriel	Le 5 de chaque trimestre	Trimestrielle	150 € HT par jour ouvré de retard

Remise des comptes rendus de réunion	5 jours après la date de la réunion	Après chaque réunion	50 € par compte rendu par jour de retard
Présence d'un représentant du titulaire à chaque réunion	A la demande du Client, trimestrielle et annuelle	A chaque réunion	150 € HT
Tenue à jour du registre de sécurité	Après chaque contrôle	x	50 € HT par manquement après constat de la Personne Publique

Travaux			
LIBELLÉ	VALEURS	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en € HT
Remise du plan de progrès	Avant le 5 juillet de chaque année	Annuelle	150 € HT par jour ouvré de retard
Etablissement d'un devis détaillé pour intervention hors du forfait	4 jours	A chaque demande	50 € HT par jour ouvré de retard
Présentation d'un devis non conforme	Devis conforme à l'article prestation hors forfait du CCTP	A chaque présentation de devis non conforme	50 € HT
Respect du délai de réalisation d'une intervention hors du forfait	Délai mentionné sur la commande	A chaque demande	50 € HT par jour ouvré de retard

Documents contractuels			
LIBELLÉ	VALEURS	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en € HT
Non-respect des engagements pris dans le mémoire technique	A chaque constat	x	250 € HT par manquement après mise en demeure restée infructueuse pendant 5 jours à compter de la notification

Bon de livraison et facturation			
LIBELLÉ	VALEURS	FRÉQUENCE	MONTANT DES PÉNALITÉS en € HT
Non transmission du bon de livraison	A chaque constat	A chaque commande du BPU après service fait	50 € HT par manquement après constat de la Personne Publique
Non-respect des conditions de facturation du marché (cf. article 11.2 du CCAP)	A chaque constat	A chaque dépôt sur Chorus Pro	50 € HT par manquement après constat de la Personne Publique

Le calcul des pénalités est propre à la commande concernée : Par bon de commande pour les prestations à prix unitaires et par montant annuel pour les prestations à prix global et forfaitaire.

20.2. Pénalité pour travail dissimulé

Par dérogation à l'article 14 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10% du montant TTC du marché (prestations à prix global et forfaitaire)**.

Article 21. Mesures coercitives

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 22. Cas de résiliation

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Article 23. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 0562735757

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 0562735757

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Dérogation applicable à l'ensemble des lots :

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.
Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.